

Consultation publique

*« Projet de décision de l'ARCEP précisant les **modalités de l'accès** aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique »*
22 juillet 2009

Le présent projet de décision proposé par l'ARCEP vise à clarifier les règles applicables concernant les points suivants:

- *« dans les zones très denses, l'architecture déployée dans la partie terminale des réseaux en fibre optique, notamment en termes de fibres installées par logement et d'équipements nécessaires pour assurer la compatibilité avec les différents choix technologiques des acteurs (PON et Point-à-point) dans le respect du principe de neutralité technologique ;*
- *les principes généraux concernant les modalités de l'accès, notamment la mise à disposition d'informations, la tarification et la transparence. »*

La décision proposée par l'ARCEP précise les conditions techniques et financières de l'accès aux lignes de communications électroniques en fibre optique à très haut débit, relatives aux questions suivantes:

- « - demandes d'accès formulées antérieurement à l'établissement des lignes d'un immeuble ;*
- accès aux lignes et aux ressources associées ;*
- conditions tarifaires de l'accès ;*
- transparence. »*

Enfin, l'ARCEP souligne que *« les dispositions de la présente décision relatives aux demandes d'accès formulées antérieurement à l'établissement des lignes d'un immeuble ne s'appliquent que dans les zones très denses »* (définies à l'annexe I de la décision).

1. Règles relatives aux modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique :

Sur les définitions proposées :

« Opérateur d'immeuble » :

Le SIPPEREC souscrit à la définition donnée par l'ARCEP selon laquelle : *« L'opérateur d'immeuble est, en principe, l'opérateur qui a établi les lignes ou qui prévoit de le faire, notamment au travers d'une convention prise en application de l'article L. 33-6 du CPCE à la suite de la désignation de cet opérateur par le propriétaire pour équiper l'immeuble en fibre optique. » ;*

Le Syndicat partage l'idée selon laquelle l' « *opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du CPCE. Il peut en particulier s'agir d'un gestionnaire neutre fournissant des offres passives d'accès aux lignes aux opérateurs et n'activant pas lui-même le réseau* ». Cette disposition pourrait en effet s'avérer utile dans le cas, notamment, de logements neufs ou de locaux professionnels mis sur le marché qui auraient fait l'objet de l'intégration de fibres optiques, par le promoteur, au moment de leur construction, ou bien s'agissant de bailleurs sociaux ayant installé des fibres optiques dans des logements mais ne souhaitant pas les commercialiser ou les activer eux-mêmes.

Les collectivités à l'origine de RIP FTTH sur leur territoire exercent déjà, pour ces entités (bailleurs, gestionnaires ...), de manière globale, la compétence d'opérateur d'immeuble¹, les libérant ainsi de la contrainte d'exploitation technique et commerciale. Ces collectivités intègrent cette exploitation au périmètre du ou des réseaux d'initiative publique qu'elles ont mis en œuvre en fonction directement ou dans le cadre d'une gestion déléguée, ces réseaux étant, de par la loi, ouverts et neutres.

« *Point de mutualisation* » :

L'ARCEP indique : « *La personne ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique peut donner accès à son réseau en plusieurs points. Parmi ces points, le point de mutualisation est le point de livraison de référence des accès sous forme passive, dans le respect de l'article L. 34-8-3 du CPCE* ». Or, l'article L 34-8-3 du CPCE spécifie que « *L'accès est fourni dans des conditions transparentes et non discriminatoires (...)* » ou bien « *à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables* ». La loi ne présuppose pas du caractère passif ou actif de ces accès. Spécifier qu'il s'agirait d'un point de livraison de référence des accès « *sous forme passive* », limiterait la portée de la loi et la restreindrait à une modalité qui, en termes de concurrence, pourrait constituer une véritable barrière à l'entrée. S'il s'agit de prévoir des modalités d'accessibilité « *raisonnables* », alors on ne peut limiter celles-ci aux seules infrastructures passives mais il est nécessaire d'introduire le principe d'un accès actif et la livraison des lignes sur un mode non seulement physique mais aussi logique. Il y va de l'intérêt des consommateurs. En avril 2009, dans sa première consultation publique sur la mutualisation des réseaux fibre à l'abonné, l'ARCEP elle-même indiquait : « *pour répondre aux demandes éventuelles des opérateurs entrant ultérieurement sur le marché, l'opérateur d'immeuble fournit en tout état de cause une offre d'accès, par exemple une offre passive au niveau du point de mutualisation ou toute offre équivalente sur un plan technique et économique* ».²

Le SIPPEREC partage l'avis de l'ARCEP selon lequel : « *L'accès peut en outre être fourni en d'autres points que le point de mutualisation, dans le cadre d'accords commerciaux entre opérateurs* » ou bien de dispositions offertes dans le cadre d'un service public local de communications électroniques.

« *Fibre optique dédiée* » :

¹ Sachant qu'il s'agit d'un montage envisagé aujourd'hui par la Caisse des Dépôts pour elle-même.

² « Orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique », avril 2009

Le SIPPEREC partage l'avis de l'ARCEP sur la définition donnée: « *On entend par fibre optique dédiée un chemin continu en fibre optique d'une ligne, mis à disposition d'un opérateur de façon permanente, que celui-ci fournisse ou non un service à l'utilisateur final concerné. Dans le cadre d'une architecture multi-fibres, l'accès peut se faire par mise à disposition d'une fibre optique dédiée.* »

Les réseaux FTTH mis en œuvre par le SIPPEREC, qu'il s'agisse de SEQUANTIC ou d'OPALYS, sont tous deux en multi-fibres puisque 2 fibres optiques arrivent sur le Point de Terminaison Optique dans chaque site utilisateur final. De cette manière, le SIPPEREC peut proposer aux opérateurs, une mutualisation passive et/ou active, sur le segment terminal, sans contraintes de capacités.

« *Fibre optique partagée* »

La définition donnée par l'ARCEP de la fibre optique partagée paraît, en revanche, trop limitative pour prendre en compte les besoins de tous les fournisseurs de services comme ceux des consommateurs. L'ARCEP définit la fibre optique partagée comme « *un chemin continu en fibre optique d'une ligne, mis à disposition d'un opérateur de façon temporaire, pour ce qui est nécessaire à la fourniture effective de services de communications électroniques à l'utilisateur final concerné* ». Or, cette ligne peut être partagée aussi bien sur un mode physique que logique, comme le SIPPEREC l'a indiqué plus haut et précédemment dans sa contribution à la précédente consultation de l'ARCEP sur ce thème.

La définition de la fibre optique partagée devrait tenir compte :

- des évolutions technologiques liées à la nouvelle génération des services de transport et de capacités sur fibre optique
- des évolutions réglementaires décidées au niveau national par des régulateurs placés, à priori, dans des situations plus concurrentielles qu'en France, et des mesures envisagées au niveau communautaire dans ce domaine.

Le SIPPEREC a eu l'occasion de l'évoquer dans sa contribution à la précédente consultation publique de l'ARCEP ³ : le protocole de communication Ethernet constitue aujourd'hui un protocole universel supporté par tout type de matériels et de technologies, de manière neutre et transparente. Le partage d'une fibre optique peut se faire, indifféremment, sur l'infrastructure fibre elle-même ou bien sur la couche transport, Ethernet (couche 2).

Le projet de recommandation de la Commission européenne sur les réseaux NGA (Next Generation Access), dans sa deuxième version⁴, indique: « (40) *Les produits de gros en matière d'accès large bande s'appuyant sur la fibre optique peuvent être configurés techniquement de manière à permettre plus de flexibilité et des caractéristiques différenciées de services par rapport aux produits de gros du bitstream sur cuivre. Pour encourager la compétition sur les produits de détail il est important que de telles différences de caractéristiques de services se reflètent dans une régulation elle-même diversifiée de ces produits sur réseaux NGA* ».

³ ARCEP, Consultation publique : « *Orientations suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique* », Avril 2009

⁴ « *Draft- Commission Recommendation on regulated access to Next Generation Access Networks (NGA)* », en consultation publique par la Commission jusqu'au 24 juillet 2009.

Ce sont ces mêmes facultés du « bitstream optique » qui conduisent le régulateur britannique, l'OFCOM, à mettre en oeuvre une démarche de standardisation des accès de gros sur lignes actives Ethernet (*Ethernet ALA*). Celles-ci « offrent », selon lui, « un cadre aux fournisseurs de services permettant l'innovation, tout en garantissant une différenciation de leurs produits de détail, quasi similaire à celle permise par les infrastructures d'accès passives ». Le SIIPEREC citait alors les conclusions de l'OFCOM : « Notre analyse, à ce stade, montre que la fourniture d'accès très haut débit sur une base passive est beaucoup plus coûteuse que dans le cadre de la génération actuelle des accès haut débit. Compte tenu de cela, les méthodes d'accès actives sont destinées à avoir une place plus importante et plus durable dans le cadre d'une concurrence efficace sur l'accès très haut débit. (...). A l'inverse, l'absence de Lignes d'Accès Actives, limiterait les économies d'échelle et découragerait les fournisseurs de services de proposer des services sur des marchés spécifiques ».

En conséquence, l'OFCOM retient le protocole Ethernet comme protocole de référence en matière de lignes d'accès actives. Il présente une « interface indépendante des infrastructures, très bien établie, et à même de supporter des offres de services innovantes. Le protocole Ethernet a prouvé qu'il était simple d'utilisation, d'un coût faible, d'une pratique généralisée et bien développé. (...). Il supporte une bande passante modulaire, présente une excellente interopérabilité, et intègre des protocoles de sécurité et de qualité de service ». Au final il s'agit pour l'OFCOM de garantir un marché de l'accès sur fibre optique, au travers des lignes actives, qui supporte différents types de fournisseurs et de services « au bénéfice, en priorité, des consommateurs ». L'OFCOM a ainsi publié des spécifications d'accès en matière de bitstream optique et notamment les dispositions techniques portant sur les Lignes d'Accès Actives en Ethernet⁵.

Or la Grande-Bretagne est pourtant dans une situation de concurrence déjà, à priori, plus ouverte que celle d'autres pays européens dans la mesure où l'accès aux infrastructures passives de l'opérateur historique (fourreaux et fibre optique) a été transféré, au sein de la société, et sur décision réglementaire, à une entité spécifique « Open Reach ». Cette séparation a pour objet de rendre plus transparent et accessible aux opérateurs le patrimoine des infrastructures de l'opérateur historique britannique. Pour autant, l'ouverture à la concurrence par les infrastructures n'est pas jugée suffisante par le régulateur et la concurrence par les services, dès lors qu'il s'agit de réseaux de nouvelle génération, s'est imposée.

La France ne dispose pas d'une telle structuration du patrimoine des infrastructures passives de son opérateur historique et a privilégié la voie de la régulation des offres de gros de génie civil de l'opérateur sur le segment de l'accès⁶. Toutefois, cette offre ne semble pas convaincre les opérateurs qui y ont recours. L'AFORST, dans sa contribution à la consultation publique de l'ARCEP sur les marchés de gros du haut débit et très haut débit, indique en effet : « Les contraintes opérationnelles incluses par France Télécom dans cette offre sont telles qu'elles conduisent à :

- Rendre quasi impossible le déploiement par un opérateur tiers d'un réseau de desserte de l'ensemble des immeubles d'un quartier via le génie civil de FRANCE TELECOM,
- Interdire de facto le déploiement du réseau d'un deuxième opérateur tiers. »

L'Association poursuit : « Ceci rend illusoire la mise en œuvre, par ce biais, du schéma de mutualisation des câblages internes en pied d'immeuble.

En effet, cette offre est notamment caractérisée par :

⁵ Publication OFCOM « Ethernet Active Line Access : Updated Technical Requirements », Mars 2009

⁶ Offre de référence de France Telecom LGC-FTTx

- Une absence totale d'obligation de résultat quant à la mise à disposition effective d'alvéoles par FRANCE TELECOM
- Des contraintes en adduction d'immeubles définies de manière à interdire l'utilisation par un opérateur tiers de la majorité de ces tronçons, stratégiques pour le déploiement effectif du réseau de desserte,
- Un système de sanctions totalement asymétrique et au détriment de l'opérateur tiers en cas de non respect des règles »

En conséquence, l'AFORST demande à l'ARCEP, de mettre en œuvre, en parallèle de la régulation du génie civil de France Telecom dans le cadre du FTTH, une régulation asymétrique portant, outre sur le dégroupage de la ligne fibre optique, sur une offre de gros activée sur cette même ligne d'accès optique. Elle précise : « Nous pouvons dès le départ faire le choix de fournir un service ETHERNET transparent à tous types de services de bout en bout, c'est-à-dire du point de livraison régional de l'opérateur jusqu'à la sortie du convertisseur Optique/Electrique installé chez l'utilisateur final. (...). Il convient de noter que cette technologie très efficace permet une grande souplesse notamment vis-à-vis de l'étanchéité des services et des différents opérateurs se partageant les mêmes infrastructures réseaux⁷. »

Enfin, l'AFORST précise : « France Télécom a retenu une technologie G PON, laquelle est en principe interopérable (c'est-à-dire entre autre que chaque opérateur mutualisant un tronçon, peut utiliser des terminaux de son choix chez l'utilisateur final). (...) Il convient donc d'imposer à France Télécom de mettre en œuvre une solution interopérable dès les premiers déploiements ». Le dispositif actuel, conclut-elle, est « insuffisant pour permettre l'émergence d'une offre plurielle et attractive de services très haut débit car il sera insuffisant pour prévenir la préemption du marché au niveau des services de détail de très haut débit ».

De son côté, le projet de recommandation de la Commission européenne sur les réseaux NGA (Next Generation Access), dans sa deuxième version⁸, évoque le fait, qu'en dehors des offres de gros de génie civil demandées à l'opérateur déclaré puissant, et là où ces derniers déploient des réseaux FTTH, les autorités de régulation des Etats membres doivent être en mesure:

- « (19) en complément des remèdes précédents, de requérir une offre en matière d'accès dégroupé à la boucle fibre optique. Un tel remède devrait être accompagné par des mesures appropriées garantissant la co-localisation et la collecte. L'accès devrait être fourni au) point le plus approprié du réseau qui est normalement, le Point de Présence Métropolitain (MPoP) »
- « (20) d'imposer une offre de dégroupage de la fibre optique, indépendamment de toute architecture ou de toute technologie mise en œuvre par l'opérateur »
- « (21) l'offre de référence actuelle de dégroupage de la ligne cuivre devrait être complétée, aussi vite que possible, pour inclure un accès dégroupé à la boucle optique »

⁷ L'AFORST évoque « Les principaux avantages de cette solution:

- Simplicité : Service Ethernet natif
- Transparence : permet sans différenciation aux opérateurs-tiers de mettre en oeuvre tous les services possibles dans la limite de la bande passante disponible.
- Performance : commutation MPLS
- Sécurité : Étanchéité des différents services et utilisateurs
- Evolutivité : Upgrade de débit, Ajouter / Résilier / modification du niveau de qualité de service
- Gestion de la Qualité de service intégrée
- Peut s'appuyer sur des solutions normalisées ».

⁸ « Draft- Commission Recommendation on regulated access to Next Generation Access Networks (NGA) », en consultation publique par la Commission jusqu'au 24 juillet 2009.

Or, la régulation française, à ce jour, ne prévoit d'obligation pour l'opérateur historique, ni en matière de dégroupage de la boucle fibre optique, ni dans le domaine du « bitstream optique ».

Il est donc important que le cadre qui se met en place sur les réseaux FTTH, considère la nécessité pour les opérateurs d'immeuble, au-delà de la mise en place systématique de deux fibres, à minima, de fournir également une offre de services de transport actifs.

La définition donnée par l'ARCEP de la fibre optique partagée doit donc intégrer la possibilité d'un partage actif et pas seulement passif de la ligne FTTH, et ce, pour tout opérateur d'immeuble.

Sur les « Demandes d'accès formulées antérieurement à l'établissement des lignes d'un immeuble » :

L'ARCEP prévoit deux approches :

a) Dans les zones très denses :

L'opérateur d'immeuble a l'obligation, lorsqu'un opérateur tiers lui demande :

« - *d'une part, de lui garantir la possibilité d'installer un dispositif de brassage à proximité du point de mutualisation ou d'un point intermédiaire (...)* ;
- *d'autre part, de lui installer une fibre supplémentaire jusqu'à l'abonné (...) si l'opérateur tiers est prêt à partager ab initio le coût total d'installation* ».

b) Hors des zones très denses :

En l'absence de retour d'expérience, l'ARCEP s'en tient au fait que l'opérateur d'immeuble « *choisit les conditions de déploiement de la fibre dans les immeubles dans le respect des principes généraux définis par les textes, notamment par la présente décision* ». Aucune des dispositions précédentes ne s'impose à lui.

Tout d'abord, le SIPPEREC se félicite de la préoccupation de l'ARCEP de conserver une neutralité technologique au dispositif qu'elle met en œuvre, l'objectif étant de « *permettre à chaque opérateur de choisir librement entre PON et Point-à-point [ce qui] constitue en effet un gage d'innovation et de concurrence pour le marché encore naissant du très haut débit* ».

Ensuite, le SIPPEREC souhaite formuler les observations complémentaires suivantes.

✓ *Sur la justification de l'obligation de mise en place de fibres supplémentaires à la demande des opérateurs:*

Selon l'ARCEP, une offre de fibre dédiée, permet à chaque opérateur « *de disposer d'une indépendance de bout-en-bout, alors que le partage [physique] d'une même fibre réintroduit à l'échelle de l'immeuble des interactions complexes entre opérateurs (...), comparables à ceux existants pour le dégroupage et pouvant nécessiter une régulation forte et durable.* ». Le SIPPEREC note que l'ARCEP se range aux arguments longuement défendus par nombre de collectivités territoriales, dont lui-même, sur les contraintes que représenteraient le partage physique d'une fibre, seule, arrivant chez l'abonné, en termes de concurrence et de réponse aux besoins des utilisateurs.

Le SIPPEREC, avait eu l'occasion, à plusieurs reprises, et dès 2006⁹, d'alerter l'ARCEP sur les risques d'inertie et de blocage, déjà connus par les consommateurs dans le cadre du dégroupage, qui résulteraient d'une approche mono-fibre passive.

En outre, l'ARCEP évoque le principe du multi-opérateurs et du multi-services (offres simultanées de plusieurs opérateurs aux utilisateurs finals sur des gammes de services différentes). L'Autorité indique : « *il peut exister une demande, marginale à ce jour en DSL, de consommateurs pour souscrire parallèlement à plusieurs abonnements chez des FAI différents, au sein d'un même foyer. (...). Ce type d'offre pourrait s'avérer intéressant, notamment pour les immeubles mixtes professionnels/résidentiels dans lesquels les professionnels souhaitent cumuler deux abonnements pour limiter les risques de coupure de service.* »

Toutefois, la conclusion tirée par l'ARCEP de cette situation, pour justifier l'obligation d'installation de fibres supplémentaires en zones denses, ne convainc pas. L'Autorité indique en effet : « *Si la demande de souscriptions multiples était significativement accrue, seule la pose de fibres supplémentaires dédiées permettrait d'y répondre sans travaux supplémentaires dans les immeubles.* ». Or, techniquement, aujourd'hui, les équipements terminaux de la plupart des solutions d'accès FTTH permettent de gérer, simultanément, des flux d'opérateurs différents, de manière totalement étanches et avec une qualité de services associée. En outre, au-delà de **l'allocation dynamique de la bande passante** entre opérateurs, certaines solutions d'accès, notamment en PON Ethernet, permettent une **allocation dynamique des services**. L'abonné choisit lui-même, en temps réel, les services auxquels il souhaite s'abonner, ou la bande passante dont il a besoin, en fonction de ses usages et de son activité du moment. La simultanéité des services, sur l'infrastructure physique, serait en revanche forcément limitée au nombre d'opérateurs présents en fibre dans l'immeuble, que l'ARCEP propose de fixer à quatre, et avec une interopérabilité entre les offres qui serait inexistante. Le SIPPEREC considère que l'approche, par les seules infrastructures, figerait le marché durablement et limiterait le choix des consommateurs aux deux ou trois opérateurs alternatifs intégrés et à l'opérateur historique. Les technologies d'activation ouvrent, au contraire, aux utilisateurs finals, toutes les portes des services, à la fois locaux et mondiaux.

Or, dès 2008¹⁰, le régulateur britannique, OFCOM, indique avoir, par exemple, constaté l'insuffisance des effets d'une offre de référence sur les seules infrastructures passives en matière de réseaux d'accès et avoir pris la décision, de ce fait, d'ouvrir le marché au travers des lignes d'accès actives. Il précise, à cette occasion « *S'agissant d'assurer une concurrence dans les nouveaux déploiements fibre optique, nous croyons que les produits d'accès en gros, à la fois passifs et actifs, ont un rôle à jouer* ». Il précise : « *Nous attendons des opérateurs qu'ils prennent en compte la fourniture d'offres de gros basées sur les Liaisons d'Accès Actives pour garantir une concurrence entre fournisseurs de services* ».

La relance de l'économie au niveau français comme européen nécessite de mettre en place des mesures faisant une place à tous les acteurs, ceux actuels comme ceux à venir, dans une dynamique d'innovation forte en matière de services aux consommateurs.

⁹ Décembre 2006 : Intervention de Sylvain Raifaud, SIPPEREC, lors des Tables rondes organisées par l'ARCEP sur le thème des « Technologies dans les réseaux d'accès »

¹⁰ OFCOM "Next Generation New Build, Delivering super-fast broadband in new build housing developments" 23 Septembre 2008

L'Autorité évoque ainsi les nouvelles potentialités offertes par la fibre à l'abonné en indiquant : « *Le très haut débit est également prometteur en termes d'applications dans le domaine de la santé et de l'éducation* ».

A cette fin, les solutions d'accès sous forme active devraient permettre de donner aux acteurs, en mesure de fournir ces services, les moyens d'exister.

- ✓ *Sur une diversification des modalités d'accès dès lors que l'opérateur d'immeuble a installé « au moins quatre fibres par logement ou local à usage professionnel » :*

L'ARCEP indique : « *Lorsque l'opérateur d'immeuble a installé au moins quatre fibres par logement ou local à usage professionnel et que l'ensemble des fibres installées sont exploitées par des opérateurs, il est raisonnable de prévoir que l'accès puisse n'être proposé que sous forme active aux opérateurs qui demanderaient l'accès ultérieurement à l'installation du réseau. Ce cas semble peu probable au vu du nombre d'opérateurs ayant annoncé leurs intentions de déploiement de réseaux capillaires en fibre optique, et se traduirait très vraisemblablement par un niveau de concurrence important sur la boucle locale optique, puisqu'il comporterait dans ce cas quatre opérateurs en concurrence par les infrastructures, sans compter les réseaux téléphoniques et ceux du réseau câblé.*

Dans ce contexte, il ne serait pas raisonnable d'imposer à l'opérateur d'immeuble d'installer une fibre supplémentaire (...). En outre, l'existence d'une offre active demeure une possibilité pour de nouveaux opérateurs d'entrer sur le marché, ce qui constitue une certaine garantie quant au fonctionnement concurrentiel du marché ».

On relèvera tout d'abord que la disposition proposée ajouterait à la loi et paraît difficilement compatible avec les prescriptions du décret¹¹ régissant les modalités d'équipement des bâtiments neufs (qui n'imposent qu'une seule fibre optique dans les logements et locaux professionnels).

Ensuite, la mise en œuvre de quatre fibres par logement ou local professionnel, à la demande des opérateurs, est une vision théorique de la situation française¹². Aucun opérateur en France ne s'est positionné aujourd'hui sur ce modèle. Il paraît peu probable que l'opérateur d'immeuble puisse faire l'objet de quatre demandes de fibres en surnuméraire, y compris en périphérie de Paris, et que ces fibres soient toutes « exploitées ». Cette mesure, si elle se confirmait, rendrait caduque le recours au bitstream optique. Il s'agirait d'un frein regrettable à l'entrée sur le marché d'un nouvel opérateur. En effet, un cinquième opérateur, non FAI par exemple, arrivant postérieurement aux procédures d'échanges inter-opérateurs sur les demandes de fibres dédiées, aurait à rémunérer l'opérateur d'immeuble sur un investissement qui ne serait pas mutualisé et ne bénéficierait pas de l'effet d'échelle, à la différence de celui fait par les quatre premiers entrants dans le cadre des « coûts joints », que sa démarche porte sur l'achat de capacités passives ou actives. Le bitstream optique devrait permettre l'arrivée de nouveaux opérateurs, dans une perspective de diversification du marché et d'amélioration de la concurrence pour les années à venir.

Les communes du SIPPEREC sont directement concernées par ces choix dans la mesure où elles figurent, pour l'essentiel, dans le périmètre défini par l'ARCEP concernant les zones très denses.

¹¹ Décret n° 2009-52 du 15 janvier 2009 relatif à l'installation de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans les bâtiments neufs

¹² La comparaison avec la Suisse est inopérante compte tenu des tarifs bien plus élevés des services « triple play » dans ce pays par rapport à la France et des revenus générés qui peuvent justifier ce type d'investissement.

Le Syndicat a fait le choix, sur ses RIP FTTH, OPALYS et SEQUANTIC, du **multifibres**, deux fibres dans chaque site utilisateur final, **et, de manière conjointe, de l'ouverture, de l'une de ces deux fibres au transport de capacités Ethernet.** Le SIPPEREC considère que **ces deux démarches sont complémentaires** : les offres s'adressent à des publics d'opérateurs et de fournisseurs de services différents, sur des modalités tarifaires et contractuelles différentes. Le bitstream optique devrait ainsi favoriser l'ouverture à la concurrence et la diversification des offres sur le territoire du syndicat.

Au titre du projet de décision, l'opérateur d'immeuble hors des zones denses n'aurait aucune obligation liée au déploiement de fibres supplémentaires dédiées ou aux offres de co-localisation. L'ARCEP indique : « *L'opérateur d'immeuble [dans ces zones] choisit les conditions de déploiement de la fibre dans les immeubles dans le respect des principes généraux définis par les textes, notamment par la présente décision.* »

Si ce double traitement était entériné, cela conduirait à plusieurs situations :

- des Réseaux d'Initiative Publique FTTH, situés en zones très denses, et, **dans le cadre de nouveaux déploiements**, seraient conduits à devoir renoncer à leur offre actuelle de services de transport pour être en fibre noire seule, alors même que, comme c'est le cas pour le SIPPEREC, des zones grises du haut débit perdurent sur leur territoire, qui ne seront pas couvertes par les opérateurs en FTTH, ni spontanément, ni sur la base de liens d'accès FTTH passifs, car jugés trop onéreux au regard des revenus générés ;
- des Réseaux d'Initiative Publique FTTH, pourraient se trouver partagés entre leur zone centre, qualifiée de très dense par l'ARCEP, et le reste de l'agglomération située en dehors de la zone dense.
- des Réseaux d'Initiative Publique, situés en dehors des zones très denses, dont les usagers pourront avoir accès à des services diversifiés en raison d'offres de bitstream optique attractives ;

Les conditions de la concurrence pourraient ainsi être très différentes sur un même territoire.

Sur les conditions d'accès aux ressources associées et notamment aux informations relatives aux lignes et au point de mutualisation :

L'ARCEP rappelle les dispositions prévues par l'article R. 9-2 du CPCE selon lesquelles : « *Dans le mois suivant la conclusion de la convention, l'opérateur signataire en informe les autres opérateurs dont la liste est tenue à jour par L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et leur communique toute information utile à la mise en oeuvre de l'accès aux lignes prévu à l'article L. 34-8-3 et au raccordement des lignes établies dans le cadre de cette convention aux réseaux de communications électroniques ouverts au public* ».

Le SIPPEREC réitère sa demande que les collectivités territoriales soient, à minima, destinataires de l'information concernant toute signature de convention d'immeuble par un opérateur sur leur territoire, et ce, d'autant plus que les décrets d'application de la LME concernant la présence des opérateurs et leurs offres de service ne couvrent aucune obligation concernant le segment terminal des opérateurs.

Sur les « Conditions tarifaires de l'accès » :

L'ARCEP indique que le partage des coûts *« peut tout d'abord se faire à l'initiative de l'opérateur d'immeuble, en cas de mise en oeuvre de l'option de fibre supplémentaire dédiée »*. Elle précise : *« Il convient également que l'opérateur commercial puisse demander à partager les coûts ». (...) « Pour mettre en oeuvre le partage des coûts, il convient de distinguer les coûts joints, correspondants au coût des infrastructures utiles à l'ensemble des opérateurs raccordés, des coûts spécifiques, correspondants au coût des infrastructures résultant des choix et des modalités de déploiement propres à un opérateur particulier »*. Selon l'ARCEP, *« il est raisonnable de prévoir que chaque opérateur paye une part équitable des coûts joints, et assume les coûts spécifiques liés à ses choix de raccordement. »*

Dans ce cadre, l'opérateur d'immeuble doit être en mesure de *« mettre à disposition de l'Autorité les pièces justificatives des investissements qu'il a pu réaliser sur la partie terminale »*.

Les réseaux d'initiative publique, par définition, interviennent dans une logique de péréquation des coûts entre zones denses et moins denses, les charges et les obligations de service public étant équivalentes, quelle que soit la localisation géographique ou la densité de population des zones desservies en FTTH. Se pose ainsi la question des modalités de répercussion, pour l'opérateur de RIP-opérateur d'immeuble, en cas de déploiement de fibres supplémentaires dédiées, de ses investissements péréqués dans le cadre d'une évaluation des coûts joints, censés ne porter que sur les seules zones très denses.

2. Définition des zones très denses :

L'ARCEP précise la méthode employée pour la délimitation des zones très denses. Après plusieurs tris successifs au sein d'unités urbaines, l'ARCEP retient celles *« recouvrant des communes centres et des communes périphériques pour lesquelles la proportion de logements en grands immeubles, c'est-à-dire dans les immeubles de plus de 12 logements, est supérieure ou égale à 50% ou pour lesquelles un projet de déploiement de réseau en fibre optique a été annoncé à ce jour »*.

Les collectivités n'ayant pas été associées à ces définitions, le SIPPEREC s'interroge sur le fait que certaines des communes de son territoire sont qualifiées en zones denses alors même que la proportion d'immeubles de plus de 12 logements est particulièrement faible, les zones pavillonnaires étant dominantes. Le SIPPEREC souhaite en conséquence connaître les conditions précises qui ont conduit à classer les communes de son territoire dans les zones très denses.

De manière générale le SIPPEREC rappelle ici les observations déjà formulées dans sa contribution à la précédente consultation de l'ARCEP : la segmentation proposée conduirait à empêcher toute forme de péréquation géographique et financière pour l'avenir et irait à l'encontre de l'objectif d'aménagement du territoire et de maintien de l'équité territoriale.

3. Décisions proposées par l'ARCEP:

« Section I. Définitions »

Article 1

« On entend par « *ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique* » ou « *ligne* » une liaison passive d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final. »

Proposition SIPPEREC :

On entend par « *ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique* » ou « *ligne* » une liaison (~~passive~~) d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final. »

« On entend par « *fibre optique partagée* » un chemin continu en fibre optique d'une ligne, mis à disposition d'un opérateur de façon temporaire, pour ce qui est nécessaire à la fourniture effective de services de communications électroniques à l'utilisateur final concerné. »

Proposition SIPPEREC :

« On entend par « *fibre optique partagée* » un chemin continu en fibre optique d'une ligne, mis à disposition d'un opérateur de façon temporaire, sur un mode passif ou actif, pour ce qui est nécessaire à la fourniture effective de services de communications électroniques à l'utilisateur final concerné. »

« Section II. *Dispositions générales* »

Article 2

L'opérateur d'immeuble offre aux opérateurs l'accès aux lignes au point de mutualisation, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires. L'accès est proposé, au moins sous forme passive, par mise à disposition de fibres optiques partagées ou de fibres optiques dédiées, dans des conditions permettant au bénéficiaire de fournir aux utilisateurs finals des services de communications électroniques à très haut débit sur fibre optique selon les principales technologies.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'au moins quatre fibres optiques par logement ou local à usage professionnel ont été installées et que l'ensemble des fibres optiques installées sont exploitées par des opérateurs, l'accès peut n'être proposé que sous forme active. L'accès aux lignes proprement dites s'accompagne de la mise à disposition des ressources nécessaires à la mise en oeuvre effective de l'accès dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, notamment celles précisées à l'annexe II de la présente décision.

Proposition SIPPEREC :

L'opérateur d'immeuble offre aux opérateurs l'accès aux lignes au point de mutualisation, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires.

L'accès est proposé, ~~au moins sous forme passive~~, par mise à disposition de fibres optiques partagées sous forme passive ou active, ou de fibres optiques dédiées, dans des conditions permettant au bénéficiaire de fournir aux utilisateurs finals des services de communications électroniques à très haut débit sur fibre optique selon les principales technologies.

~~Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'au moins quatre fibres optiques par logement ou local à usage professionnel ont été installées et que l'ensemble des fibres optiques installées sont exploitées par des opérateurs, l'accès peut n'être proposé que sous forme active.~~ L'accès aux lignes proprement dites s'accompagne de la mise à disposition des ressources nécessaires à la mise en oeuvre effective de l'accès dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, notamment celles précisées à l'annexe II de la présente décision.

Article 3

Les conditions tarifaires de l'accès prévu aux articles 2 et 5 de la présente décision doivent être raisonnables et non discriminatoires. Le taux de rémunération du capital utilisé pour la détermination de ces conditions tarifaires tient compte du risque encouru et confère une prime à l'opérateur d'immeuble.

Lorsque l'opérateur bénéficiaire de l'accès participe au financement *ab initio* de l'installation des lignes de l'immeuble, sa contribution se compose du financement des investissements spécifiques dont il jouit et d'une quote-part raisonnable des coûts joints.

Proposition SIPPEREC :

Les conditions tarifaires de l'accès prévu aux articles 2 et 5 de la présente décision doivent être raisonnables et non discriminatoires. Le taux de rémunération du capital utilisé pour la détermination de ces conditions tarifaires tient compte du risque encouru et confère une prime à l'opérateur d'immeuble.

Lorsque l'opérateur bénéficiaire de l'accès participe au financement *ab initio* de l'installation des lignes de l'immeuble, sa contribution se compose du financement des investissements spécifiques dont il jouit et d'une quote-part raisonnable des coûts joints, qui tiendra compte, dans le cadre des Réseaux d'Initiative Publique, de l'impact des sujétions de service public sur les investissements (péréquation géographique, équité territoriale...).

Article 4

L'opérateur d'immeuble publie une offre d'accès qui comprend notamment les prestations suivantes :

- conditions d'installation d'une fibre dédiée ou d'un dispositif de brassage ;
- accès aux lignes par mise à disposition de fibre optique dédiée et/ou de fibre optique partagée ;
- accès aux ressources associées.

Pour chacune des prestations mentionnées à l'alinéa précédent, l'offre précise notamment les conditions de souscription et de résiliation, les informations préalables, les caractéristiques techniques, les processus de livraison et de service après-vente, les délais et préavis, la qualité de service et les conditions tarifaires.

L'opérateur d'immeuble établit et tient à jour des informations relatives aux coûts retraçant les investissements réalisés et présentant un degré de détail suffisant pour permettre le contrôle par l'Autorité du respect des dispositions de l'article 3.

Proposition SIPPEREC :

L'opérateur d'immeuble publie une offre d'accès qui comprend notamment les prestations suivantes :

- conditions d'installation d'une fibre dédiée ou d'un dispositif de brassage ;
- accès aux lignes par mise à disposition de fibre optique dédiée ~~et/ou~~ de fibre optique partagée en mode passif ou actif ;
- accès aux ressources associées.

Pour chacune des prestations mentionnées à l'alinéa précédent, l'offre précise notamment les conditions de souscription et de résiliation, les informations préalables, les caractéristiques techniques, les processus de livraison et de service après-vente, les délais et préavis, la qualité de service et les conditions tarifaires.

L'opérateur d'immeuble établit et tient à jour des informations relatives aux coûts retraçant les investissements réalisés et présentant un degré de détail suffisant pour permettre le contrôle par l'Autorité du respect des dispositions de l'article 3.

Section III. Dispositions spécifiques aux zones très denses

Article 5

Le présent article ne s'applique que dans les zones très denses.

Lorsque les demandes d'accès sont formulées antérieurement à l'établissement des lignes d'un immeuble, l'opérateur d'immeuble fait droit aux demandes raisonnables des opérateurs portant sur les éléments constitutifs des lignes ou sur leur environnement technique, notamment aux demandes consistant à :

- bénéficier, pour chaque logement ou local à usage professionnel de l'immeuble, d'une fibre optique dédiée permettant de desservir l'utilisateur final depuis le point de mutualisation ;
- pouvoir installer un dispositif de brassage des lignes au niveau ou à proximité du point de mutualisation.

L'opérateur d'immeuble peut demander à l'opérateur bénéficiaire de participer *ab initio* au financement de l'installation des lignes dans l'immeuble, dans les conditions prévues à l'article 3.

Proposition SIPPEREC :

~~Le présent article ne s'applique que dans les zones très denses.~~

~~Lorsque les demandes d'accès sont formulées antérieurement à l'établissement des lignes d'un immeuble, l'opérateur d'immeuble fait droit aux demandes raisonnables des opérateurs portant sur les éléments constitutifs des lignes ou sur leur environnement technique, notamment aux demandes consistant à :~~

- ~~—bénéficier, pour chaque logement ou local à usage professionnel de l'immeuble, d'une fibre optique dédiée permettant de desservir l'utilisateur final depuis le point de mutualisation ;~~
- ~~—pouvoir installer un dispositif de brassage des lignes au niveau ou à proximité du point de mutualisation.~~

~~L'opérateur d'immeuble peut demander à l'opérateur bénéficiaire de participer *ab initio* au financement de l'installation des lignes dans l'immeuble, dans les conditions prévues à l'article 3.~~

Section IV. Exécution

Article 6

Le directeur général de l'Autorité est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française, après son homologation par le ministre chargé des communications électroniques.

4. **Sur le projet de recommandation qui accompagne la présente décision** « *Projet de recommandations de l'ARCEP relatives aux modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique* »

L'ARCEP, dans son projet de recommandation concernant les modalités opérationnelles de mise en œuvre des présentes décisions, envisage un dispositif de concertation entre opérateurs très complexe et particulièrement lourd pour de nouveaux entrants. En effet, il s'agit de mettre en œuvre deux consultations, à l'échelle de **chaque commune**, pour définir, bâtiment par bâtiment, les architectures FTTH et les modalités de mutualisation :

« Il est recommandé de mettre en place un processus transparent, à la maille de la commune, permettant à l'ensemble des opérateurs intéressés de définir ab initio l'architecture FttH déployée dans les immeubles et leur mode d'accès à la fibre (fibre partagée ou fibre dédiée). Un mécanisme en deux phases permettrait tout d'abord d'identifier les opérateurs intéressés au sein des acteurs consultés, puis de définir avec les seuls opérateurs concernés l'architecture précise déployée dans les immeubles à l'échelle de la commune. »
L'Autorité précise : *« Ce mécanisme de consultation en deux phases devrait avoir lieu de façon suffisamment régulière (...). Un rythme annuel pourrait être approprié. »*

Ce dispositif, bien que soucieux d'une concertation maximale entre opérateurs, paraît, dans la pratique, difficilement applicable.

Consultation publique

« Projet de décision de l'ARCEP précisant, en application de l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques, les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée »

22 juillet 2009

L'ARCEP définit dans ce projet de décision les règles relatives à la localisation du point de mutualisation dans les zones qualifiées de très denses et pour les autres cas. L'Autorité reprend dans ce document la majeure partie des définitions figurant dans la consultation *« Projet de décision de l'ARCEP précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques »* les **modalités de l'accès** aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique », auquel le SIPPEREC apporte sa contribution.

Sur les décisions proposées par l'ARCEP

L'Autorité, dans le présent projet propose une décision en deux articles qui recouvrent, chacun, des définitions dont les éléments ont déjà été fournis par l'ARCEP. Aussi, le SIPPEREC rappelle la position qu'il a prise dans le cadre de sa contribution à la consultation précitée et précise sa position sur les éléments non détaillés précédemment.

L'ARCEP

Décide :

Article 1

On entend par « ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique » ou « ligne » une liaison passive d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final.

Proposition SIPPEREC (identique à la proposition figurant dans sa contribution précédente):

On entend par « ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique » ou « ligne » une liaison ~~(passive)~~ d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final.

On entend par « point de mutualisation » le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du même code.

Proposition SIPPEREC :

On entend par « point de mutualisation » le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne ayant établi ~~dans un immeuble bâti~~ ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du même code.

Observations :

La définition du point de mutualisation doit être neutre par rapport à la localisation géographique de celui-ci dans la mesure où la même définition doit pouvoir s'appliquer pour un opérateur de zone aussi bien que pour un opérateur d'immeuble. On voit mal en effet une définition spécifique pour l'un et pour l'autre de ces deux cas alors que la fonction exercée est la même dans les deux modalités.

On entend par « zones très denses » les communes dont la liste figure en annexe I de la présente décision.

Proposition SIPPEREC

On entend par « zones très denses » les communes dont la liste figure en annexe I de la présente décision.

Toute commune faisant l'objet d'un projet de Réseau d'Initiative Publique FTTH antérieur à la date d'établissement de cette liste sont exclues de la catégorie des zones très denses. »

Article 2

Par dérogation au principe posé par l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques en vertu duquel le point de mutualisation se situe hors des limites de la propriété privée, ce point peut être placé dans ces limites dans le cas des immeubles bâtis des zones très denses qui soit comportent au moins 12 logements ou locaux à usage professionnel, soit sont reliés à un réseau public d'assainissement visitable par une galerie elle-même visitable.

Proposition SIPPEREC

Par dérogation au principe posé par l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques en vertu duquel le point de mutualisation se situe hors des limites de la propriété privée, ce point peut être placé dans ces limites dans le cas des immeubles bâtis des zones très denses qui soit comportent au moins 12 logements ou locaux à usage professionnel, soit sont reliés à un réseau public d'assainissement visitable par une galerie elle-même visitable.

Cette dérogation ne s'applique pas aux communes situées en zones très denses dans lesquelles figure un Réseau d'Initiative Publique FTTH.